

Il y a un rapport direct entre le problème de l'endettement et celui de la gestion des ressources foncières. On ne pourra vraisemblablement pas réduire sensiblement la dette tant que les régions productrices de récoltes à rendement marginal des Prairies ne seront pas décidées à convertir leurs terres au fourrage, au pâturage, au reboisement ou à des usages récréatifs. Il faudra peut-être accorder des stimulants pour amener les agriculteurs à modifier leurs habitudes.

Étant donné qu'une grande partie de la dette ne peut être remboursée, on pourrait aussi suspendre ou réduire de façon permanente la dette relative aux terres à rendement marginal si des pratiques de gestion à long terme des ressources étaient utilisées. On pourrait envisager de mettre sur pied un programme de réduction de la dette en vertu duquel les investissements faits par un agriculteur pour convertir ses terres à d'autres usages comme la production de fourrage seraient compensés par une réduction correspondante de la dette.

Le Comité recommande au gouvernement fédéral d'évaluer, en s'inspirant de ce qui a déjà été fait dans le domaine de la gestion de l'utilisation des terres, les mécanismes et encouragements qui permettront d'utiliser au mieux, à long terme, les terres à rendement marginal, tout en accordant un traitement adéquat à la dette connexe. (Chapitre huit, p. 147)

Au cours des audiences, plusieurs témoins ont fait état de l'opportunité d'établir des normes commerciales à l'intention des personnes qui désirent devenir agriculteurs. En effet, aucune norme de ce genre n'existe et aucun service n'est offert aux particuliers qui souhaiteraient obtenir des renseignements, des conseils, de l'aide en matière d'investissements ou des services financiers pour se lancer dans l'agriculture. Les gouvernements provinciaux offrent un service partiel en se contentant principalement de fournir des renseignements d'ordre général. La participation limitée des gouvernements dans ce domaine a fait que le secteur privé n'a pas joué un rôle très important.

Le Comité est d'accord pour qu'on améliore la gestion agricole et il recommande au gouvernement fédéral, de concert avec les provinces, d'encourager le secteur agricole :